

Archives

Un futur sans Obama ni Romney

samedi 10 novembre 2012

Déclaration de Jacques Cheminade

Paris, le 9 novembre 2012 — L'on ne peut dire qu'une chose sur l'élection présidentielle américaine : Romney méritait de perdre et Obama ne méritait pas de gagner. Je le dis en ayant volontairement pris du champ et de la hauteur, deux jours après le résultat. Pendant toute la campagne, les deux candidats et leurs partis respectifs ont manifesté une incompétence absolue face aux enjeux de notre époque. Tous deux n'ont cessé d'extrapoler à partir des données du passé sans être capables de s'élever à la dimension de notre crise et de voir avec les yeux du futur.

Ils ont considéré la crise comme simplement économique et financière, sans comprendre ses aspects sociaux, militaires et culturels. Les « solutions » économiques qu'ils ont proposées sont celles d'une oligarchie financière aux abois, qui impose l'austérité aux peuples et conduit à l'hyperinflation en renflouant les grandes banques.

Ils ne veulent pas ou ne sont pas capables de comprendre que cette politique porte en elle la guerre comme la nuée porte l'orage, et que les Proche et Moyen Orient peuvent devenir les Balkans du début du XXI^e siècle. Ils n'ont pas vu venir l'ouragan qui a balayé New York et le New Jersey parce qu'un évènement de cette nature n'entraîne pas dans leurs prévisions statistiques. Le résultat est là : il aurait fallu dépenser environ 7 milliards de dollars pour élever des barrières défendant la région contre la montée des flots. Lorsqu'il en a été question, lorsque des ingénieurs l'ont proposé, Obama et son prédécesseur ont dit « non, c'est trop cher ». Même en termes financiers, sans mesurer les terribles dégâts humains, un chiffre traduit leur incompétence et leur conception de l'infrastructure comme un coût : il faudra investir demain plus de 50 milliards de dollars alors que les dépenses auraient été plus de cinq fois moindres en ayant investi hier 7 milliards !

Aujourd'hui, nous ne devons pas voir le présent comme définissant le futur. Par delà les paroles gelées de cette élection présidentielle américaine, nous devons changer d'agenda. Les crimes et les délits commis par Obama et son entourage, bien pires dans leurs conséquences que ceux commis par Nixon au moment du Watergate, ne pourront pas être beaucoup plus longtemps balayés sous les tapis de la Maison Blanche, car nous entrons dans une crise stratégique de grande ampleur.

C'est le moment où la pire chose serait de céder au pessimisme. Car [notre bataille pour séparer les banques](#) qui jouent sur les marchés financiers et celles qui servent l'économie peut être gagnée en raison des réactions que suscite cette grande crise. Alors, les prédateurs financiers étant mis hors d'état de nuire, nous serons en mesure de lancer une politique de crédit public pour financer les grands travaux d'infrastructure dont le monde a besoin. Un engagement de développement mutuel peut ainsi se substituer à la politique actuelle de chaos et de guerre de tous contre tous, aux Etats-Unis, en Europe et dans le monde.

Il nous faut pour cela devenir des hommes courageux, au caractère fort, oeuvrant pour le bien commun. Charles de Gaulle, à sa façon, défendait « la cause de l'humanité » par une politique «

d'entente, de détente et de coopération ». C'est cette vision, capable de faire coïncider des opposés dans un projet d'un ordre supérieur, pour le bien commun, que nous présenterons dans une Conférence internationale qui se tiendra en Allemagne les 24 et 25 novembre. Loin d'Obama, loin de Romney.
